

SPORTS,  
CULTURES,  
SOCIÉTÉS



Dominique Bodin,  
Sophie Javerlhac,  
Jean-Nicolas Renaud  
(dir.)



# SE DOPER OU PAS ?

Les jeunes sportifs face  
à la tentation du dopage

**PUG**



La question du dopage est souvent traitée à la suite d'affaires fortement médiatisées qui impliquent des sportifs professionnels ou de très haut niveau. Force est de constater cependant que certains sports sont plus souvent que d'autres pointés du doigt.

Pourtant, le dopage existe dans tous les sports et touche également les jeunes. Ces derniers représentent une population à risques à un âge où ils souhaitent devenir «quelqu'un» en accédant le plus rapidement possible au meilleur niveau. Dès lors, comment empêcher les jeunes sportifs de recourir au dopage, comment aider à mettre en place une prévention efficace ?

Reposant sur une étude menée pendant trois ans sous l'égide de l'Agence mondiale antidopage, l'ouvrage met à jour la faiblesse des arguments des jeunes face au dopage. Il permet au public, parents, encadrants et professionnels du sport, une compréhension plus fine des failles qui conduisent les jeunes à se doper.



**Dominique Bodin** est professeur des universités à l'université Paris Est Créteil. **Sophie Javerlhac** est maître de conférences à l'université Rennes 2. **Jean-Nicolas Renaud** est maître de conférences à l'ENS-Rennes

Ont contribué à cet ouvrage :  
Dominique Bodin (université Paris Est Créteil),  
Maxime Charrier (université Rennes 2), Yann  
Heyraud (université Paris 1 Panthéon Sorbonne),  
Sophie Javerlhac (université Rennes 2), François  
Le Yondre (université Rennes 2), Éric Péchillon  
(université Rennes 1), Jean-Nicolas Renaud (ENS-  
Rennes)



**Se doper ou pas**



Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays. La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.

© Presses universitaires de Grenoble, novembre 2015

15, rue de l'Abbé-Vincent – Bât. B1

38600 Fontaine

Tél. 04 76 29 43 09 – Fax 04 76 44 64 31

pug@pug.fr / [www.pug.fr](http://www.pug.fr)

ISBN 978-2-7061-2239-2 (*E-book PDF*)

L'ouvrage papier est paru sous la référence 978-2-7061-2238-5

Sous la direction de  
Dominique Bodin, Sophie Javerlhac et Jean-Nicolas Renaud

# **Se doper ou pas**

**Les jeunes sportifs  
face à la tentation du dopage**

Presses universitaires de Grenoble

### **La collection « Sports, cultures, sociétés » est dirigée par Michaël Attali.**

Phénomène social majeur du xx<sup>e</sup> siècle, le sport constitue un domaine d'étude particulièrement riche pour les sciences sociales.

Le sport étant le plus souvent appréhendé sous forme singulière, la collection Sports, Cultures, Sociétés envisage de faire émerger la pluralité qui le caractérise dans l'espace et dans le temps. Elle accueille l'ensemble des travaux relevant de l'histoire, de l'anthropologie, de l'ethnologie, de la sociologie, de l'économie ou du droit éclairant l'objet sportif. Entendu au sens large, c'est-à-dire incluant les pratiques physiques relevant de la sphère institutionnelle, éducative ou des loisirs, le sport est aussi un outil de compréhension des espaces sociaux dans lesquelles il s'inscrit.

Les ouvrages de la collection Sports, Cultures, Sociétés visent ainsi tout autant une meilleure connaissance du phénomène sportif qu'une appréhension affinée des problématiques sociales, politiques, éducatives ou culturelles au plan national et international.

Ils sont à destination des étudiants en STAPS, en sciences sociales et en science politiques des niveaux L, M, D. Ils s'adressent également aux acteurs du monde sportif, notamment aux enseignants d'EPS, entraîneurs, dirigeants et journalistes.

### **Comité scientifique**

Jean-Loup Chappelet – professeur des universités, université de Lausanne

Jacques Defrance – professeur des universités, université de Paris X

Catherine Louveau – professeur des universités, université de Paris XI

Fabien Ohl – professeur des universités, université de Lausanne

Thierry Terret – professeur des universités, université de Lyon 1

---

### **DANS LA MÊME COLLECTION**

Sabatier F., *Histoire des organisations sportives communistes de France au xx<sup>e</sup> siècle*, 2013

Loudcher J.-F, Renaud J.-N (Dir.), *éducation, sports de combat et arts martiaux*, 2011

Andreff W., *Économie internationale du sport*, 2010

Honta M., *Gouverner le sport. Action publique et territoires*, 2010

Sonntag A., *Les Identités du football européen*, 2008

Jobert T., *Champions noirs, racisme blanc. La métropole et les sportifs noirs en contexte colonial (1901-1944)*, 2006

Chifflet P., *Idéologie sportive et service public en France. Mythe d'un système unifié*, 2005

Fleuriet S., *Le Sport de haut niveau en France. Sociologie d'une catégorie de pensée*, 2004

Pociello C. (dir.), *Entre le social et le vital. L'éducation physique et sportive sous tensions (xviii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle)*, 2004

Raspaud M., *L'Aventure himalayenne. Les enjeux des expéditions sur les plus hautes montagnes du monde. 1880-2000*, 2003

# Introduction

> Dominique Bodin

> Sophie Javerlhac

Ce livre est issu d'un travail de recherches réalisé durant trois années, en France, sous le titre *Se doper ou pas*<sup>1</sup>. Ce dernier visait à identifier le rapport que les jeunes peuvent entretenir avec le dopage dans leur accession à la performance et leur recherche de résultats sportifs. Il portait plus précisément sur une analyse contemporaine des problèmes de dopage de 1975 à nos jours à travers l'exemple de trois sports : l'athlétisme, le basket-ball et le cyclisme.

## Trois niveaux d'études

Trois niveaux d'études ont été utilisés et articulés entre eux. Un niveau historique, tout d'abord, consistait à analyser comment se transforment les sports à travers l'augmentation des performances, la notion de record, leur médiatisation, l'introduction progressive de l'argent, l'importance du héros sportif, et bien d'autres aspects encore. Cette entrée devait permettre de comprendre et d'interpréter l'évolution du dopage, du nombre de cas et, plus particulièrement, son impact auprès des jeunes sportifs. Nous ne croyions pas naïvement que le présent répète ou explique le passé, mais peut-être le passé peut-il nous aider à poser autrement, avec une meilleure compréhension des dynamiques à l'œuvre, les questions du présent<sup>2</sup> ?

Un niveau juridique ensuite essayait de comprendre comment, en fonction des directives européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe), la législation nationale et les règlements fédéraux ont intégré la transformation des sports et l'évolution du dopage pour le combattre. Il s'agissait bien de faire apparaître les points d'achoppement mais également l'adaptation de la législation et la prise en compte de politiques préventives en complément des mesures coercitives. L'objectif était également de voir s'il est possible d'élaborer une réglementation commune en attachant une attention particulière à la prévention du dopage parmi les jeunes sportifs.

Un niveau psychosocial, enfin, examinait tout à la fois l'impact de la transformation des sports (influence du niveau historique), l'influence des politiques

---

1. Ce rapport fait la synthèse des trois années de recherches relatives au projet subventionné de janvier 2011 à décembre 2013 par l'Agence mondiale antidopage sous le titre «Se doper ou pas».

<http://www.wada-ama.org/fr/Education-Sensibilisation/Recherches/Projets-de-recherche-subventionnes/> (Page consultée le 01/06/2014).

2. Bodin & Debarbieux, 2001, 13-34.

antidopage (existantes ou pas à certains moments) et de prévention sur les comportements déviants juvéniles (influence du niveau légal) mais également le rôle de l'entourage (entraîneurs, dirigeants, parents et groupes de pairs) sur le recours à la consommation de produits dopants pour les plus jeunes.

Il ne s'agissait pas seulement de produire de la connaissance dans chacun de ces niveaux mais également d'observer comment ces différents niveaux interagissent et permettent de comprendre le recours aux comportements dopants ou non des jeunes sportifs. D'ailleurs ce livre n'est pas structuré en fonction de ces trois niveaux d'analyse, même si la partie juridique reste relativement indépendante. Celle-ci pose, en effet, le cadre de discussion. Elle est néanmoins reprise et intégrée dans les autres parties pour discuter de l'impact ou, à l'inverse, de l'incapacité des normes juridiques et réglementaires à prévenir, au sens large du terme, le recours au dopage chez les jeunes.

## **Comparer trois sports**

Comparer l'athlétisme, le basket-ball et le cyclisme à travers la question du dopage n'est pas un choix d'opportunité. Les sports ont été choisis en fonction des critères de faisabilité comparative, de comparaison de sports individuels et collectifs, de médiatisation et de distinction de volume d'argent brassé dans chacun d'eux. Le football a été écarté de ce choix en raison de l'improbable faisabilité et réussite d'une étude dans un milieu qui semble étouffer pour l'instant toute affaire de dopage. Le premier, l'athlétisme, sport individuel, est marqué par ses valeurs éducatives traditionnelles qui sont utilisées et réinvesties au sein des écoles comme un élément d'apprentissage à la citoyenneté et à la santé. Le second, le basket-ball, constitue un sport collectif peu concerné, au plan médiatique, par les questions de dopage. Le troisième, le cyclisme, qui se pratique tout à la fois individuellement et par équipes, est l'un des sports les plus en prise avec les problèmes de dopage. Tous trois sont fortement médiatisés. Les sportifs de haut niveau sont tous professionnels (ou du moins pour la grande majorité d'entre eux en ce qui concerne l'athlétisme). Les revenus des sportifs se distinguent très fortement tant en termes de salaires annuels et de revenus complémentaires (sponsors, vente de l'image, etc.) qu'en raison du nombre de sportifs rémunérés par sport.

## **Une étude inscrite dans le temps présent**

Ce travail s'inscrit dans le temps présent. L'année 1975 a été choisie comme rupture sociohistorique qui permet de donner de la cohérence aux politiques sportives. En France, à partir du Tour de France 1975, on assiste à un accroissement des infractions (42,9% des coureurs inscrits au Tour de France avaient déjà eu affaire au dopage<sup>3</sup>). On assiste tout à la fois à une massification de la pratique sportive et du spectacle sportif qui deviennent des éléments culturels à

3. <http://www.cyclisme-dopage.com/chiffres/tdf1975.htm> (Page consultée le 26/06/2014).



part entière. La France se dote d'une loi relative au développement de l'éducation physique et du sport (loi Mazeaud du 29 octobre 1975) dont la promulgation matérialise une étape supplémentaire dans la structuration des politiques publiques du sport et dans l'accessibilité au plus grand nombre.

Au niveau européen, on assiste à une explosion de l'offre de pratique sportive et des retransmissions télévisées qui introduisent de nouvelles cultures sportives. On peut citer par exemple l'introduction du basket-ball américain en Europe, la retransmission des grandes épreuves sportives, la transformation des Jeux olympiques à partir de 1976 (marchandisation et retransmission) mais également de nouveaux repères identificatoires aux jeunes.

Cette année charnière est marquée également par la prise en compte des phénomènes de dopage au niveau européen et mondial à travers la mise en œuvre de recommandations et de chartes. Il s'agit plus particulièrement de la recommandation n° R (79) 8, édictée par le Conseil de l'Europe, concernant le dopage dans le sport (qui faisait suite à la résolution de 1967 concernant le doping des athlètes) et de la Charte internationale de l'éducation physique et du sport établie en 1978 et pointant le fait que le dopage met en danger les principes éthiques et les valeurs éducatives consacrés par la charte olympique.

## L'analyse historique

Le recours à l'histoire avait pour objectif de situer la dynamique du dopage au cœur de problématiques sociétales majeures. Depuis plus d'un siècle, le sport moderne s'est globalement constitué en phénomène de société, s'élevant dans certains cas (Jeux olympiques, coupes de monde) aux rangs et titres de « spectacle-monde »<sup>4</sup>. Se libérant du caractère socialement élitiste qui a accompagné les débuts de la pratique et s'ouvrant largement aux attentes de la jeunesse, le sport s'est progressivement inscrit dans le développement des cultures de masse<sup>5</sup>, porté au xx<sup>e</sup> siècle par l'essor de la presse écrite puis de la radio, du cinéma et de la télévision, traversé depuis les années 1980 par de nouveaux enjeux économiques organisés autour de la production et de la diffusion du spectacle et surtout de l'image<sup>6</sup>. Le travail historique permet de comprendre dans quelle mesure l'interaction entre ces différents processus de démocratisation, de médiatisation, de spectacularisation, de rentabilisation, de capitalisation et de mise en image du sport, des sportifs, de l'héroïsme et de la réussite sportive a joué dans un sens qui a pu favoriser et/ou freiner l'avènement du dopage et des conduites dopantes dans le sport chez les jeunes : la stimulation des passions, l'accompagnement des désirs mimétiques de réussite et de mobilité sociale ascendante, l'identification de la jeunesse aux nouvelles stars du sport, aux formes idéalisées de vie privée/ vie publique, de mise en scène de soi, etc.

4. Clastres, 2008.

5. Tétart, 2007.

6. Bodin, Robène & Héas, 2005.

S'il est courant d'associer dopage et compétition ou dopage et classement dans le sport et ce depuis les pratiques corporelles qui avaient lieu durant l'Antiquité<sup>7</sup>, le postulat de départ est que le dopage est « aussi une remise en question de l'éthique sportive [...] dérive née de l'inceste des sponsors et du spectacle »<sup>8</sup>. La mise en scène de ce spectacle et sa médiatisation ont transformé les sports et les grands rendez-vous sportifs au point d'en faire des « shows modernes »<sup>9</sup> dans lesquels se mélangent exploits, argent et diffusion planétaire<sup>10</sup>. Cette médiatisation s'ancre sur la passion que suscitent l'incertitude des résultats et la fabrication de héros sportifs<sup>11</sup> auxquels les jeunes peuvent s'identifier. Les modèles véhiculés par les médias ne sont plus seulement ceux de performeurs mais de performeurs accompagnés de tous les symboles de la réussite sociale : argent, médiatisation, contrats publicitaires, etc. – au point que ce ne soit plus, peut-être, le « désir d'éternité »<sup>12</sup> qui prime mais la visibilité et la reconnaissance sociale associées à la rentabilisation économique de la performance. C'est ce lien que nous entendons mettre à l'épreuve en comparant médiatisation et transformation économiques des sports et augmentation du dopage chez les jeunes.

## L'analyse juridique

L'étude des aspects juridiques (textes et jurisprudence) en rapport avec le dopage et la protection des mineurs a constitué une étape centrale de l'étude. Il s'agissait d'élaborer une grille d'analyse permettant de comprendre la manière dont sont construits les textes juridiques et réglementaires en France mais aussi d'expliquer comment et pourquoi ceux-ci évoluent en fonction de contraintes variées et parfois contradictoires. Au travers des trois disciplines sportives retenues, il a été possible de tirer des enseignements généraux sur les fonctions de la lutte antidopage et sur le statut particulier du sportif mineur.

La norme juridique est porteuse de valeurs et l'intervention du législateur n'est jamais neutre. Lorsque le droit intervient pour réglementer la lutte contre le dopage (code du sport en France), il dispose de plusieurs techniques allant de la répression à la prévention<sup>13</sup>. Au moment où l'Union européenne commence à revendiquer un rôle actif en la matière, la France s'interroge sur la nécessité de revenir sur l'ordonnance de 1945 (domaine pénal) relatives aux mineurs et sur la révision des lois dites de bioéthique. Notre étude propose non seulement d'étudier les origines et les mutations du droit pénal dans le domaine sportif<sup>14</sup>

7. Citons entre autres : Laure, 1995 ; Coakley, 1998 ; Houlihan, 1999 ; Waddington, 2000 ; Mottram, 2003.

8. Vigarello, 1999, 75.

9. Vigarello, 2002.

10. Citons entre autres : Bodin, Robène & Héas, 2005 ; Tétart, 2007 ; Clastres, 2008.

11. Duret, 2003.

12. Jeu, 1987.

13. Brissonneau, Bodin, Delamarche & Péchillon, 2008.

14. Bellaaroussi, 2004.

mais aussi de faire le lien avec l'internationalisation du droit du sport<sup>15</sup>. La médicalisation de la pratique sportive<sup>16</sup> est un fait qui a considérablement influencé l'évolution des normes juridiques et qui oblige à prendre position sur la question complexe de l'exception sportive<sup>17</sup>. Mettre en place une politique publique visant notamment à protéger le mineur suppose que la puissance publique soit capable de trouver un équilibre satisfaisant entre l'intérêt général potentiellement liberticide et le respect des droits fondamentaux de chaque individu<sup>18</sup>. En désignant la pratique du dopage comme un comportement inadmissible, le pouvoir politique fait un choix conduisant finalement à un projet de société. Celui-ci doit s'appuyer sur les recherches transdisciplinaires ayant trait à la criminologie<sup>19</sup>. Le droit ne peut à lui seul parvenir à modifier les comportements mais l'élargissement de l'arsenal juridique entraîne toujours des modifications comportementales (individuelles et collectives) qui méritent d'être étudiées avec attention.

Les réglementations applicables ont fait l'objet d'un recensement complet depuis les textes préjuridiques (antérieurs à l'élaboration des normes : études et rapports préliminaires) jusqu'aux règlements et textes d'application (circulaires et directives). Pour mener à bien une telle étude, il ne fallait pas se satisfaire de retenir uniquement les documents ayant trait explicitement et directement à la lutte contre le dopage. Il fallait, dans le même temps, les mettre en perspective avec d'autres types de textes (protection générale de la santé publique, évolution du statut du mineur, développement des normes communautaires, intégration des exigences de la convention européenne des droits de l'homme en droit interne). En mettant en perspective ces multiples textes, il est alors possible de déterminer si l'élaboration d'un droit commun de la lutte contre le dopage est envisageable.

Il convenait également de comprendre au travers des différents contentieux comment les textes parviennent à s'intégrer à l'ensemble des autres normes juridiques (analyse de l'efficacité des dispositifs juridiques). L'angle contentieux n'est pas le seul possible mais il mérite cependant une attention particulière car il permet de saisir le rapport au dopage de façon nuancée à partir des faits ayant entraîné des procès.

Il s'est agi enfin de déterminer comment la réglementation nationale a évolué (définition précise de la politique publique en matière de sport, de contrôle des pratiques déviantes, de détermination des droits de l'enfant). En définitive, l'étude a permis de s'interroger sur la question de l'encadrement juridique de l'éthique sportive (fondements, instruments, institutions et contrôle).

---

15. Pérez González, 2002.

16. Gras, 2007.

17. Bombois, 2006.

18. Hadeff & Joly, 2008.

19. Roxin, 2009.

## L'analyse psychosociale

L'étude des aspects psychosociaux en rapport avec le dopage a été essentielle pour compléter les analyses historiques et juridiques qui ont constitué les deux premières étapes de cette recherche. Les niveaux précédents ont fourni un cadre permettant de mieux questionner les sportifs, entraîneurs, dirigeants et parents. En outre, leurs réponses et la construction de leur argumentation ont pris corps et sens dans cette double perspective historique et juridique. Comment en effet connaître l'impact des mesures de prévention contre le dopage si l'on ne croise pas l'histoire des champions dopés avec la législation, les réglementations et les justifications de ces jeunes sportifs ? Il était en effet fondamental de connaître l'avis des jeunes sportifs concernant le dopage à travers non seulement leurs visions de la réglementation et des politiques de prévention existantes mais aussi les raisons principales qui les poussent à utiliser, ou non, des substances interdites. Bien évidemment, l'âge, le genre, l'entourage des sportifs et la discipline sportive ont constitué autant d'éléments qu'il nous a fallu intégrer pour nous aider à clarifier de possibles facteurs préventifs du dopage. Finalement, la comparaison entre des sportifs différents nous a apporté maintes informations importantes et nouvelles à ce sujet, notamment au niveau de l'inefficacité de la prévention mise en œuvre.

Le dopage est un fait qui n'affecte pas seulement les sportifs professionnels<sup>20</sup> mais qui se produit aussi chez les sportifs amateurs<sup>21</sup> et même chez les jeunes<sup>22</sup>. Choquet montre par exemple que la majorité des consommateurs de stéroïdes sont des jeunes qui pratiquent du sport en dehors de l'école sans forcément être à haut niveau<sup>23</sup>. Des études comme ceux de Laure et Lecerf soulignent que des interventions éducatives peuvent prévenir le dopage chez les jeunes<sup>24</sup>. Toutefois, il y a des aspects qui peuvent favoriser le dopage comme la pression de groupe et la nécessité qu'a le sportif, jeune ou non, de s'intégrer à celui-ci<sup>25</sup>. Afin de mieux comprendre les situations qui favorisent ou non les jeunes à avoir recours aux substances dopantes, il est souvent nécessaire de se demander si le recours au dopage n'est pas conçu tout simplement comme une pratique normale dans une société de concurrence où il faut gagner<sup>26</sup>, qui glorifie à outrance ses sportifs, leurs exploits, leurs performances<sup>27</sup> ainsi que leur résistance à l'effort en obligeant les âmes et les corps à aller à l'extrême<sup>28</sup>, mais qui valorise également les conduites à risque<sup>29</sup> et où la concurrence est telle que la rentabilisation de l'acte

20. García García, Cancela, Oliveira Núñez & Mariño, 2009.

21. Nandrin, Faure, Doba, Vandeweege & Escande, 2008.

22. Turblin, Grosclaude, Navarro, Riviere & Garrigues, 1995.

23. Choquet, 2002.

24. Laure & Lecerf, 2002.

25. Coakley, 1998.

26. Ehrenberg, 1999.

27. Bodin, Héas, Robène & Sayeux, 2005.

28. Vigarello, 1999.

29. Beck, 1999.

sportif passe malheureusement bien souvent par l'utilisation des « drogues de la performance »<sup>30</sup>. Dans la littérature, nous n'avons trouvé aucune étude qui combine à la fois la discipline sportive, le genre et l'âge. Cette étude a tenté d'aborder l'ensemble de ces questions en cherchant plus particulièrement à comprendre les rapports que les jeunes entretiennent avec le dopage et en interrogeant pour ce faire trois catégories de sportifs garçons et filles (12-15 ans, 15-18 ans et 18-30 ans). L'objectif était à travers ces trois catégories d'âge d'observer la sensibilité au dopage et aux politiques de prévention en fonction des groupes d'appartenance.

Les personnes interrogées ont été réparties de manière équiproportionnée selon quatre variables pour comparaison :

- trois disciplines sportives : basket-ball, athlétisme et cyclisme ;
- genre : garçons et filles ;
- trois acteurs : sportifs, entraîneurs et parents ;
- âge : 3 groupes de sportifs d'âge différent (12-15 ans, 15-18 ans et 18-30 ans).

126 personnes ont été interrogées : dix sportifs (cinq garçons et cinq filles) par groupe d'âge et sport ; six entraîneurs et six parents par sport. La sélection des participants a été effectuée dans des équipes fédérées qui concourent au niveau national.

L'entretien a constitué la méthode privilégiée d'investigation. La raison en est simple : il est souvent plus facile de recueillir des informations auprès de publics (potentiellement) déviants<sup>31</sup>. Seul problème, cette déviance racontée peut être mise en scène<sup>32</sup>. Restait alors au chercheur à faire la part du vrai et du faux, de l'exagéré et du dissimulé, en croisant les informations. Les trois niveaux d'études ont permis de croiser les sources et vérifier les dires. Les entretiens ont été retranscrits et analysés de manière déductive (sur la base des objectifs de la recherche) et inductive (sur la base de possibles thèmes qui peuvent apparaître pendant l'analyse et qui n'ont pas été prévus précédemment). Un repérage en trois niveaux des discours a été utilisé<sup>33</sup> :

1. Le niveau des fonctions dans lequel se déploient les différents événements qui émaillent le récit.
2. Le niveau des actions qui mettent en scène des « actants », c'est-à-dire des personnages qui sont intervenus, ont participé, ont agi pour faciliter ou à l'inverse contrecarrer leur volonté de se doper ou pas.
3. Le niveau de la narration qui met en évidence la dimension dialogique du récit dans lequel le narrateur défend son point de vue et émet des arguments et des thèses pour convaincre notamment l'intervieweur.

30. De Mondenard, 2000.

31. Becker, 1963 ; Demazière & Dubar, 1997.

32. Goffman, 1963.

33. Barthes, 1966 ; 1981.

L'interprétation s'est faite au cours de lectures successives. La plupart des informations n'apparaissant pas comme des évidences à la première lecture, les interprétations qui en sont faites n'étaient possibles qu'avec la confrontation de différents récits et informations<sup>34</sup>. Les éléments discutés ci-après sont donc des catégorisations *a posteriori* des discours tenus par les différents acteurs à partir de ces trois niveaux d'analyse. Ils ont été analysés de deux manières distinctes : en tant que catégorie discursive, c'est-à-dire en tant que thèmes communément partagés, ou, à l'inverse, en tant qu'exception individuelle. Notre étude n'est de fait pas généralisable. Elle est un ensemble de points de vue indigènes aux sports, propres à des générations d'acteurs et à des contextes sportifs et politiques particuliers. Tout au plus pouvons-nous en favoriser la *transférabilité*<sup>35</sup>. Dans l'interprétation, hommes et femmes, garçons et filles, sportifs, entraîneurs, dirigeants, parents sont tantôt mélangés, comme autant d'individus agrégés en des groupes homogènes, et tantôt distingués en fonction de leurs points de vue singuliers. La raison en est simple : il s'agit de rendre l'analyse dynamique et de comprendre pourquoi certains décident de se doper et d'autres non, quels que soient leurs sexes, âges ou statuts.

## Des niveaux d'investigation à l'écriture : des données au rendu

Si l'étude s'est faite en trois niveaux (juridique, historique et psychosocial), quatre parties constituent ce livre : le cadre juridique et réglementaire ; le dopage entre performance et perception du corps ; la connaissance des raisons qui conduisent à se doper ; les politiques de prévention en question ; les préconisations.

Le cadre juridique et réglementaire observe l'évolution de la législation de 1975 à aujourd'hui et propose, d'une part, l'analyse de la législation et des réglementations actuelles et, d'autre part, l'étude des problèmes posés à la législation et aux réglementations pour lutter contre le dopage mais aussi des problèmes que posent les législations et réglementations à la lutte contre le dopage.

Les parties suivantes sont construites à partir de l'analyse des entretiens et des questionnaires réalisés – les premiers auprès des jeunes sportifs, entraîneurs et parents, les seconds auprès d'étudiants. *Quand le dopage peut devenir moral* fait émerger les raisons qui conduisent ou pas les sportifs à se doper, la manière « dont les digues peuvent céder ». *Les politiques de prévention en question* s'intéressent plus particulièrement à analyser l'impact qu'ont les politiques de prévention du dopage, que ce soit à travers la législation, le rôle des encadrants, l'image du héros sportif ou plus simplement la pertinence des acteurs en charge de ces questions et leurs discours.

La quatrième partie, les préconisations, s'attache à partir des quatre chapitres précédents à dégager vingt-huit pistes d'amélioration de la prévention du dopage à partir d'une définition extensive de la prévention qui intègre les sept axes principaux définis dans la partie précédente.

34. Bertaux, 1997.

35. Marshall & Rossman, 1989.

## Bibliographie

- Barthes R., « Introduction à l'analyse structurale du récit », *Communications*, 1966, 8, 1-27.
- Barthes R., *L'analyse structurale du récit*, Paris, Seuil, 1981.
- Beck U., *World risk society*, Cambridge, Polity Press, 1999.
- Becker H. S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1963, édition 1985.
- Bellaaroussi F., « Réflexions sur les rapports entre le droit pénal et le sport: une question renouvelée, G.P. », n° 255, 11 septembre 2004.
- Bertaux D., *Les récits de vie*, Paris, Nathan, coll. 128, 1997.
- Bodin D., Debarbieux E., « Le sport, l'exclusion, la violence » in D. Bodin (dir.), *Sports et violences*, Paris, Chiron, 2001, 13-34.
- Bodin D., Héas S., Robène L., Sayeux A.-S., « Le dopage entre désir d'éternité et contraintes sociales », *Leisure and society*, 2005, 28(1), 211-237.
- Bodin D., Robène S., Héas S., *Sport and violence in Europe*, Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2005.
- Bombois T., « De l'exception à la valorisation sportive. L'ordre juridique sportif aux prises avec le droit communautaire et étatique » in S. Depré (dir.), *Le sport dopé par l'État vers un droit public du sport ?*, Bruylant, CECA, n° 28, 2005.
- Brissonneau C., Bodin D., Delamarche A., Péchillon E., « Doping in professional sport. Final report ». Remis le 25 mai 2008 à la Commission de l'Union européenne, dans le cadre du projet évaluatif *Doping in professional sport*. Éditions de l'Union européenne, Direction générale des politiques internes de l'union, Département thématique B – Politiques structurelles et de cohésion, 2008.
- Choquet M., « La consommation de stéroïdes anabolisants, une réalité parmi les jeunes scolarisés ? » in P. Aeberhard, *Bilan d'étape de la commission. Activités physiques et sportives, santé publique, prévention des conduites dopantes*, Rapport au ministère des sports français, 2002.
- Clastres P., *Jeux olympiques. Un siècle de passions*, Paris, Éditions Les Quatre chemins, 2008.
- Coakley J., *Sport in society. Issues and controversies*, New York, Mc Graw Hill, sixth edition, 1998a.
- Coakley J., « Deviance in sports: is it out of control? », *Sport in society. Issues and controversies*, New York, Mc Graw Hill, 1998b, 35-47, sixth edition.
- De Mondenard J.-P., *Dopage. L'imposture des performances. Mensonges et vérités sur l'école de la triche*, Paris, Chiron, 2000.

- Demazière D., Dubar C., *Analyser les entretiens biographiques*, Paris, Nathan, 1997.
- Duret P., « Du héros magnifié au héros médiatisé » in P. Duret et D. Bodin, (dir.), *Le sport en questions*, Paris, Chiron, 2003, 80-87.
- Ehrenberg A., « Du dépassement de soi à l'effondrement psychique. Les nouvelles frontières de la drogue », *Esprit*, 1999, 249, 134-146.
- García García O., Cancela J. M., Oliveira Núñez E., Mariño R., « ¿ Es compatible el máximo rendimiento deportivo con la consecución y mantenimiento de un estado saludable del deportista? », *Revista Internacional de Ciencias del Deporte*, 2009, 14(5), 19-31.
- Goffman E., *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les éditions de minuit, coll. Le sens commun, 1963.
- Gras P., « Autorisation d'utilisation à des fins thérapeutiques et médicalisation du sport de compétition », *Cah. Droit du sport*, 2007, 9, 51-62.
- Hadef D., Joly C.-R., « La lutte antidopage est-elle conciliable avec le droit à la vie privée du sportif? » [en ligne], *Droit et technologie*, 2008 [consulté le 06/07/2014]. Disponible sur : <http://www.droit-technologie.org/actualite-1149/la-lutte-antidopage-est-elle-conciliable-avec-le-droit-a-la-vie-privée.html>
- Houlihan B., *Dying to win, doping in Sport and the development of anti-doping Policy*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1999.
- Jeu B., *Analyse du sport*, Paris, PUF, coll. Pratiques corporelles, 1987.
- Laure P., *Le dopage*, Paris, PUF, coll. Pratiques corporelles, 1995.
- Laure P., Lecerf T., « Prévention du dopage chez les adolescents : Comparaison d'une démarche éducative et d'une démarche informative », *Science & Sports*, 2002, 17(4), 198-201.
- Marshall C., Rossman G. B., *Designing Qualitative Research*, Beverly Hills (CA), Sage, 1989, 2<sup>e</sup> édition 1998.
- Mottram D.R., *Drugs in Sport: The Problems, The Solutions and The Future*, New York Taylor et Francis, 2003.
- Nandrino J.-L., Faure S., Doba K., Vandeweege E., Escande J.-D., « Profil psychologique et comportemental de vulnérabilité à la dépendance à l'exercice et au risque de pratiques dopantes chez les sportifs amateurs : l'exemple des semi-marathonniens », *Annales Medico-Psychologiques*, 2008, 166(10), 772-778.
- Pérez González M.C., « La represión del dopaje en el ámbito de la Unión Europea », *Revista jurídica de deporte y entretenimiento: deportes, juegos de azar, entretenimiento y música*, 2002, 7, 17-28.
- Roxin C., « Derecho penal y doping », *Cuadernos de política criminal*, 2009, 97, 5-17.



Tétart P., *Histoire du sport en France, Tome 1 Du second empire au régime de Vichy*, Paris, Vuibert, 2007.

Tétart P., *Histoire du sport en France, Tome 2 De la Libération à nos jours*, Paris, Vuibert, 2007.

Turblin P., Grosclaude P., Navarro F., Riviere D., Garrigues, M., Enquête épidémiologique sur le dopage en milieu scolaire dans la région Midi-Pyrénées, *Science & Sports*, 1995, 10(2), 87-94.

Vigarello G., « Le sport dopé », *Esprit*, 1999, 75-91.

Vigarello G., *Du jeu ancien au show sportif. La naissance d'un mythe*, Paris, Seuil, coll. La couleur des idées, 2002.

Waddington I., *Sport, health and drugs. A sociological perspective*, London, E & FN Spon, 2000.



# Le cadre juridique français

> Yann Heyraud

> Éric Péchillon

## Partie 1. Bref historique de la législation française relative à la lutte contre le dopage

En France, la Constitution de la v<sup>e</sup> République a fait le choix d'organiser une hiérarchie des normes stricte et prévisible visant à renforcer la force, la légitimité et l'intelligibilité des règles juridiques. Pour ce faire, la séparation des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif a été réaffirmée afin que les libertés fondamentales puissent être encadrées de manière cohérente. Il existe par conséquent un domaine de la loi défini par l'article 34 de la Constitution disposant que :

« La loi fixe les règles concernant les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ; la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias ; les sujétions imposées par la Défense nationale aux citoyens en leur personne et en leurs biens ; [...] la détermination des crimes et délits ainsi que les peines qui leur sont applicables ; la procédure pénale ; l'amnistie ; la création de nouveaux ordres de juridiction et le statut des magistrats [...]. La loi fixe également les règles concernant [...] la création de catégories d'établissements publics [...]. La loi détermine les principes fondamentaux de l'enseignement [...] du droit du travail. »

En dehors des domaines inscrits à l'article 34 de la Constitution, il appartient au pouvoir réglementaire d'édicter les normes juridiques (article 37 de la constitution : « Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire »). Cette précision est importante pour comprendre le modèle juridique français, lequel a souhaité circonscrire le domaine législatif et permettre aux différentes formes de pouvoir réglementaire de jouer un rôle actif dans l'élaboration des normes plus spécialisées.

La lutte contre le dopage touche inévitablement aux libertés individuelles et suppose donc une intervention préalable du législateur. Ce dernier dispose de plusieurs techniques pour encadrer l'usage des libertés individuelles et collectives :

- un régime répressif qui consiste à accorder à la personne (physique ou morale) une très grande liberté d'action dans son activité quotidienne. Seul l'abus de libertés est postérieurement sanctionné, en général par une disposition de droit pénal ;

- le régime préventif qui permet à la puissance publique de soumettre tout administré à un régime d'autorisation préalable. Ce mécanisme permet ainsi non seulement de disposer de la liste des intéressés (par exemple les sportifs de haut niveau, les organisateurs d'événements sportifs, etc.) mais surtout de fixer les différentes conditions à remplir afin de pouvoir exercer une activité. L'une des illustrations en droit français est l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques dont la validité est reconnue par l'Agence française de lutte contre le dopage (art. L.232-5 Code du sport) ;
- le régime intermédiaire repose, lui, sur une procédure de déclaration préalable. Avec ce type de réglementation, une personne souhaitant exercer une activité doit préalablement se faire connaître de l'administration. Cette déclaration permet dans un second temps à ladite administration de contrôler le déclarant. C'est ainsi que l'article L.232-2 du Code du sport a pu faire la distinction entre les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques (AUT) et les déclarations d'usage (DU) faites par les sportifs auprès de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD). Le système de l'AUT mise en place par le Code mondial antidopage de 2003 était destiné à éviter toute possibilité de recourir à des justifications thérapeutiques *a posteriori*.

En France, le législateur navigue régulièrement entre ces trois procédés en fonction de la finalité annoncée par la norme, entre répression et prévention.

La question s'est posée en doctrine de savoir s'il était possible de reconnaître une autonomie au droit du sport<sup>1</sup> et si le bloc de constitutionnalité permettait de traiter les activités sportives de manière dérogatoire ou si, au contraire, celui-ci devait être soumis aux principes généraux gouvernant le droit interne<sup>2</sup>.

Si l'usage du vocable « droit du sport » s'atteste dans les discours, l'existence d'un droit du sport ne relève pas nécessairement d'un allant de soi. Le sport, comme toute activité sociale, ressortit au droit des États, ceci signifiant que ces derniers créent des modes de régulation spécifiques s'appliquant à ces activités sociales tels que décrits *supra*. Dans les années 1990, l'appellation initialement privilégiée était celle de « droit appliqué au sport »<sup>3</sup>, la régulation de l'activité sportive convoquant un éventail de disciplines du droit tels le droit civil, le droit des affaires, le droit administratif, le droit du travail, etc. L'activité sportive n'était alors pas considérée comme nécessitant un droit propre, et nous indiquerons combien et comment cette conception a évolué, ceci bien que la notion même de sport ne soit pas strictement conceptualisée – ni dans le Code du sport ni dans ses décrets d'application<sup>4</sup>. Consacrer l'existence d'un droit autonome est-il possible quand l'objet même de ce droit souffre d'une absence de définition ?

1. De Silva, 2007 ; comp. Simon, 2007.

2. Ricou, 2009.

3. Karaquillo, 2011, 2

4. Barull & Seleron, 1998, 5.

# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	5
> <i>Dominique Bodin &amp; Sophie Javerlhac</i>	
<b>Trois niveaux d'études</b> .....	5
<b>Comparer trois sports</b> .....	6
<b>Une étude inscrite dans le temps présent</b> .....	6
<b>L'analyse historique</b> .....	7
<b>L'analyse juridique</b> .....	8
<b>L'analyse psychosociale</b> .....	10
<b>Des niveaux d'investigation à l'écriture : des données au rendu</b> .....	12
<b>Bibliographie</b> .....	13
 <b>Le cadre juridique français</b> .....	17
> <i>Yann Heyraud &amp; Éric Péchillon</i>	
<b>Partie 1. Bref historique de la législation française relative à la lutte contre le dopage</b> .....	17
I. La définition du dopage par le droit français .....	19
II. L'évolution législative .....	21
<b>Partie 2. Réflexions sur l'application du Code mondial antidopage</b> .....	31
I. La difficile réception du Code mondial antidopage en droit français .....	33
II. L'avenir du dispositif de lutte contre le dopage en question...	45
<b>Conclusion</b> .....	51
<b>Annexes</b> .....	52
<b>Mesures réglementaires prises par le gouvernement</b> .....	54
<b>Bibliographie</b> .....	55
 <b>Quand se doper peut devenir moral...</b>	
<b>Analyse en creux des justifications du non-dopage</b> .....	61
> <i>Jean-Nicolas Renaud, François Le Yondre &amp; Maxime Charrier</i>	

<b>Introduction .....</b>	61
<b>Partie 1. Méthodologie.....</b>	62
I.1. Les registres de justification du (non) dopage : élaboration d'une typologie.....	64
I.2. La conception naturelle du sport .....	67
<b>Partie II. L'expression de la nature ou l'authenticité ontologique.....</b>	68
II.1. Un rapport anthropologique à la pratique.....	68
II.2. Le corps manichéen : l'absence d'intermédiaire entre performance et handicap .....	69
II.3. La performance « vraiment vraie » ! .....	70
II.4. Le rôle du père comme autrui.....	73
II.5. Le « vélo », une nouvelle famille naturelle.....	75
II.6. La biolégitimité .....	78
<b>Partie III. La conception culturelle du sport.....</b>	88
III.1. La culture sportive.....	90
III.2. Une culture commune ou une culture d'élite ? .....	104
<b>Conclusion. Le sportif comme figure paradigmatique de l'hyper-modernité.....</b>	111
<b>Bibliographie.....</b>	113
<b>Les politiques de prévention en question.....</b>	117
<i>&gt; Sophie Javerlhiac &amp; Dominique Bodin</i>	
<b>Retour sur l'objet de l'étude (« Se doper ou pas ») et sur les limites fixées au propos .....</b>	117
I. Avertissement .....	117
II. Rappel de l'objectif de départ .....	119
<b>Lorsque les institutions faillissent ! .....</b>	120
I. Un système de prévention en question alors que tout semble prévu.....	120
II. Le millefeuille à la française : une multitude de structures qui dilue l'action et la compréhension .....	121
III. Le millefeuille pour mieux lutter ou satisfaire les ego ?.....	122
IV. Le CNOSF seul à bord ? Un référent unique ou un unique pilote en matière de prévention.....	124
V. Mais que devrait signifier prévenir ?.....	128